



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 13/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ACSC – PESCHERAY  
PARC ZOOLOGIQUE**  
Domaine de Pescheray  
72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE

Code AIOT : 0057200292

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement ACSC – PESCHERAY - PARC ZOOLOGIQUE, implanté DOMAINE DE PESCHERAY - 72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACSC – PESCHERAY - PARC ZOOLOGIQUE
- DOMAINE DE PESCHERAY - 72370 LE BREIL-SUR-MÉRIZE
- Code AIOT : 0057200292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc zoologique relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour l'Environnement.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Circulation du public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article Annexe 2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Circulation du public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article Annexe 2.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la suite de celle du 30 septembre 2024 et sur la circulation du public au sein des enclos.

Les suites demandées lors de l'inspection du 30 septembre 2024 ont été réalisées avec l'envoi des différentes pièces demandées.

Concernant la circulation du public dans les enclos, des non-conformités ont été relevées relatives à l'affichage et à l'absence de dérogation de la présence d'animaux reconnus dangereux dans ces enclos (cerf axis).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : organisation générale des établissements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capacitaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L.413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du code de l'environnement.</p> <p>Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.</p> <p>Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une convention d'accompagnement par un détenteur d'un certificat de capacité a été signé le 1<sup>er</sup> octobre 2024 entre la directrice du domaine et le capacitaire transitoire.</p> <p>L'établissement a recruté un curateur depuis le 18 novembre 2024. Celui-ci sera accompagné par le capacitaire en attente de l'obtention de ses certificats de capacité.</p> <p>Il est prévu dans un premier temps que celui-ci dépose son dossier de demande de certificat de capacité pour la présentation au public pour le premier trimestre 2025.</p> <p>Ce certificat de capacité de présentation au public sera spécifique pour certaines espèces présentes sur le parc, listées dans l'arrêté du 30 mars 1999 fixant la liste des espèces animales non domestiques prévue à l'article R.413-6 du code de l'environnement.</p> <p>Cette demande sera traitée en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).</p> <p>Dans un deuxième temps, un deuxième dossier d'extension du certificat de capacité pour présentation au public pour la totalité des espèces présentes sur le parc sera déposé pour fin 2025, pour un passage en commission nationale consultative pour la faune sauvage captive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Circulation du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Annexe 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circulation du public
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Dispositions générales</p> <p>La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations et de conditions de fonctionnement adaptées.</p> <p>De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux.</p> <p>Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée.</p> <p>Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations.</p> <p>Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles.</p> <p>Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés.</p> <p>Dans le cas où le public est admis au sein des enclos, le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'établissement possède deux enclos à immersion avec le public.</p> <p>Le premier est un enclos en immersion avec les lémuriens ; celui-ci est ouvert au public seulement au moment du nourrissage des animaux, suite à une morsure sur un visiteur. Cet enclos sera rouvert entièrement au public dès que l'animal perturbateur aura été identifié et retiré.</p> <p>Le deuxième est un enclos en immersion avec les wallabies, les daims, les cerfs axis et les mouflons.</p> <p>Les deux enclos sont sécurisés. Des panneaux explicatifs ont été mis en place pour informer le visiteur.</p> <p>A noter que le deuxième enclos peut être visité dans les deux sens de la visite et que les informations à destination du public sont présentes que sur une entrée.</p> <p>Les informations affichées pour le public sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• rester derrière les cordes de sécurité,</li><li>• ne pas toucher les animaux,</li><li>• observer calmement, ne pas courir,</li><li>• ne pas nourrir les lémuriens au risque de les rendre malade (pour l'enclos aux lémuriens),</li><li>• ne pas fumer,</li><li>• ne pas pique-niquer,</li><li>• attention, je mords.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant d'identifier le lémurien mordeur et de l'isoler de l'enclos. Pour plus de sécurité et afin d'informer le personnel des risques liés au enclos en immersion, il est aussi attendu d'installer un affichage dans les deux sens de la visite.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Circulation du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Annexe 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circulation du public
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Circulation des visiteurs à pied dans les enclos</p> <p>Les présentations où le public circule à pied dans les enclos où sont hébergés des animaux, doivent être réservées aux animaux qui n'appartiennent pas à des espèces considérées comme dangereuses. Par dérogation à cette règle, des autorisations spécifiques peuvent être données par le préfet dans des conditions déterminées par le ministre chargé de la protection de la nature et le ministre chargé de l'agriculture.</p> <p>Les lieux où circule le public doivent être précisément délimités et matérialisés afin de les séparer et de les distinguer des lieux réservés aux animaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les lémuriens, les mouflons et les cerfs axis sont considérés comme des animaux dangereux au sens de l'arrêté du 21 novembre 1997.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 19 mars 2015, donne dérogation au parc de Pescheray à la circulation du public dans les enclos des lémuriens à la condition de la présence d'un panneau indiquant l'interdiction de toucher les animaux et des enclos des mouflons, des chevreuils et des daims à la condition que seules des femelles soit présentées.</p> <p>Lors de l'inspection, la mention « ne pas toucher les animaux » est bien à la vue des visiteurs. Aucun mâle daim n'apparaît dans l'inventaire du 1<sup>er</sup> octobre 2024.</p> <p>L'inventaire du 1<sup>er</sup> octobre 2024 fait état de 15 mouflons à manchette (6 mâles, 8 femelles et 1 juvénile). Ces 15 animaux sont présents dans l'enclos, les mâles ne sont pas séparés des femelles comme prévu.</p> <p>De même, sur l'inventaire, 17 cerfs axis sont présents dont 3 mâles.</p> <p>Depuis 2015, les chevreuils ont été remplacés par des cerfs axis ; ce changement n'a pas été notifié à la DDPP pour une extension de la dérogation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant de proposer une demande de dérogation pour la circulation du public dans l'enclos où sont présents les cerfs axis, ainsi qu'une d'argumentation de la présence des mâles mouflons et cerfs axis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois